Décision n°2016-0419
du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes
en date du 18 mars 2016
attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques
à la SARL Bella'Com
pour un réseau de transport audiovisuel sonore du service fixe
dans le département de la Corse-du-Sud (2A) et de la Haute-Corse (2B)

Le président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'article 26 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de la communication ;

Vu le code des postes et des communications électroniques (ci-après CPCE), et notamment ses articles L. 36-7 (6°), L. 42-1 et R. 20-44-11 ;

Vu le décret n° 2002-775 du 3 mai 2002 pris en application du 12° de l'article L. 32 du code des postes et télécommunications et relatif aux valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1531 du 24 octobre 2007 instituant une redevance destinée à couvrir les coûts exposés par l'État pour la gestion de fréquences radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 24 octobre 2007 modifié portant application du décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 18 mars 2013 modifié relatif au tableau national de répartition des bandes de fréquences ;

Vu la décision n° 2008-1013 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 9 septembre 2008 fixant les conditions d'utilisation des réseaux radioélectriques du service fixe dans la bande 8025-8500 MHz ;

Vu la décision n° 2013-0504 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 9 avril 2013 attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques à la SARL Kallis'Pub pour un réseau de transport audiovisuel sonore du service fixe dans le département de la Haute-Corse (2B) ;

© Autorité de régulation des communications électroniques et des postes

Vu la décision n° 2013-0506 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 9 avril 2013 attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques à la SARL Kyrne'Dif pour un réseau de transport audiovisuel sonore du service fixe dans le département de la Haute-Corse (2B) ;

Vu la décision n° 2014-1500 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 9 décembre 2014 attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques à la SARL de presse Kallis'Pub pour un réseau de transport audiovisuel sonore du service fixe dans les départements de la Corse-du-Sud (2A) et de la Haute-Corse (2B) ;

Vu la décision n° 2014-1570 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 16 décembre 2014 attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques à la SARL de presse Kyrne'Dif pour un réseau de transport audiovisuel sonore du service fixe dans le département de la Haute-Corse (2B) ;

Vu la décision n° 2015-1160 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 29 septembre 2015 portant délégation de pouvoirs ;

Vu la décision du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 5 octobre 2015 portant délégation de signature ;

Vu la décision n° 2011-571 du Conseil supérieur de l'audiovisuel en date du 6 juillet 2011 portant reconduction de l'autorisation délivrée à la SARL Kyrne'Dif pour l'exploitation d'un service de radio de catégorie C par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence intitulé Chérie FM Corse ;

Vu la décision n° 2011-574 du Conseil supérieur de l'audiovisuel en date du 6 juillet 2011 portant reconduction de l'autorisation délivrée à la SARL Kallis'Pub pour l'exploitation d'un service de radio de catégorie C par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence intitulé NRJ Corse ;

Vu la décision n° 2015-104 du Conseil supérieur de l'audiovisuel en date du 18 mars 2015 portant changement de titulaire des autorisations délivrées pour l'exploitation d'un service de radio de catégorie C par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence dénommé NRJ Corse ;

Vu la décision n° 2015-105 du Conseil supérieur de l'audiovisuel en date du 18 mars 2015 portant changement de titulaire des autorisations délivrées pour l'exploitation d'un service de radio de catégorie C par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence dénommé Chérie FM Corse ;

Vu la lettre du Conseil supérieur de l'audiovisuel en date du 25 juin 2015, retenant la candidature des programmes dénommés Chérie FM Corse et NRJ Corse pour l'exploitation de services de radio par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence ;

Vu la demande en date du 8 mars 2016 de la société Towercast, agissant en nom et pour le compte de la SARL Bella'Com, reçue le 10 mars 2016 ;

Décide :

Article 1 – Les décisions n° 2013-0504 et n° 2013-0506 en date du 9 avril 2013, n° 2014-1500 en date du 9 décembre 2014 et n° 2014-1570 en date du 16 décembre 2014 susvisées sont abrogées à compter de la date de la présente décision. Les fréquences correspondantes, telles que figurant à l'annexe 1 à la présente décision, sont restituées.

Article 2 – La SARL Bella'Com est autorisée, dans la bande 8025-8500 MHz, à utiliser des fréquences radioélectriques selon les conditions techniques précisées dans les annexes 2 à 5 à la présente décision.

Article 3 – La présente autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques est attribuée pour une durée de cinq ans à compter de la date de la présente décision.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques est assujetti au paiement des redevances de mise à disposition de fréquences radioélectriques et de gestion, selon les modalités fixées par le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié susvisé.

Article 5 – La présente décision ne dispense pas de la délivrance d'autres autorisations requises pour la mise en place et l'exploitation des liaisons, notamment de l'accord mentionné à l'article R. 20-44-11 (5°) du CPCE, ainsi que de l'accord de la coordination internationale des fréquences aux frontières mentionné à l'article R. 20-44-11 (8°) du CPCE.

Article 6 – Le renouvellement de la présente autorisation ne peut être accordé au titulaire qu'après une nouvelle demande déposée au moins quatre mois avant la date d'échéance de la présente décision, ce délai courant à compter de la date de sa notification.

Article 7 – Le directeur de l'accès mobile et des relations avec les équipementiers de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la SARL Bella'Com.

Fait à Paris, le 18 mars 2016

Pour le Président et par délégation

Rémi STEFANINI
Directeur de l'accès mobile
et des relations avec les équipementiers